

GABON

Situé en Afrique équatoriale le Gabon donne sur le Golfe de Guinée. Sa superficie est de 267.667 km², et sa population, d'après une évaluation de juin 1969, est de 485.000 habitants. Autrefois colonie française il est indépendant depuis le 17 août 1960. Presque tout le pays est couvert de forêts à régime pluvial. Il exporte une grande quantité de bois précieux. Dans le secteur minier, le manganèse, le pétrole et l'uranium sont les principaux produits exportés.

SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire du Gabon (1) comprend des banques commerciales et une banque de développement: la Banque gabonaise de développement.

En 1962, les filiales du Crédit Lyonnais ont été transformées en banques de droit local. On a donc créé l'Union gabonaise de banque au capital social de 300 millions de francs C.F.A. Ont participé à sa formation: le Crédit Lyonnais (à raison de 40%), le gouvernement du Gabon (20%), la *Morgan Guaranty International Banking Corp.* (15%), la *Banca Commerciale Italiana* (10%), la *Deutsche Bank* (10%) et la Banque gabonaise de développement (5%). Des filiales de la Banque nationale de Paris et de la

(1) En ce qui concerne la Banque centrale du Gabon, voir Cameroun.

Banque internationale pour l'Afrique occidentale, opèrent également au Gabon.

Les banques commerciales recueillent des dépôts en compte courant, des dépôts d'épargne à vue et à terme. Elles sont habilitées à consentir des prêts à brève ou moyenne échéance. Les crédits sont principalement accordés sous forme d'ouverture de crédit en compte courant, d'escompte et d'avance.

La Banque gabonaise de développement a été fondée en 1960 avec un capital de 1 million de francs C.F.A. Ont participé à la constitution de ce capital le Gouvernement (à raison de 60%), la Caisse centrale de coopération économique (24%), la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (8%) et d'autres actionnaires (8%).

A l'intérieur du Pays la collecte de l'épargne s'effectue par l'intermédiaire de la banque de développement qui émet des titres de crédit: les bons d'équipement, obligatoirement souscrits par les banques commerciales à raison de 10% du montant de leurs propres dépôts. Ces bons sont émis pour deux ans et peuvent être escomptés par la Banque centrale 180 jours avant leur échéance.

Les entreprises opérant surtout dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce peuvent emprunter à la banque de développement qui leur consent des conditions particulièrement compétitives.

Par décret du Président de la République gabonaise il a été créée récemment une Caisse nationale de crédit agricole, dont le siège est à Libreville. Cette Caisse a pour objet de faire naître, de faciliter, d'organiser et de développer toutes les opérations de crédit en faveur de l'agriculture et des pêcheries de ce Pays.

Le Ministre de l'Agriculture préside le Conseil d'Administration de cet Institut, le Conseil comprend des représentants de la Présidence de la République et des organismes intéressés dans

le domaine économique et financier. Ce Conseil a pour mission d'examiner toutes les demandes de prêt et de statuer sur celles-ci.

L'Inspecteur des sociétés appartenant au Gouvernement est chargé du contrôle de la gestion de la Caisse nationale de crédit agricole, cet Inspecteur est un Commissaire du Gouvernement. Si une décision prise par le Conseil d'administration lui paraît porter préjudice aux intérêts financiers de l'Etat, il est habilité à soumettre un rapport au Président de la République et à suspendre pour une durée de quinze jours les décisions du Conseil d'administration de la Caisse. Le Commissaire a le droit de participer aux réunions du Conseil où il a une voix consultative.

Les fonds disponibles et les fonds de réserve appartenant à la Caisse nationale de crédit rural sont déposés à la Banque gabonaise de développement et portent intérêt au taux bancaire en cours. Temporairement la Banque gabonaise de développement est chargée, après notification préalable de la délibération de l'octroi des prêts, d'effectuer toutes les opérations comptables et de contentieux s'y rapportant. La Banque gabonaise est rémunérée pour ces opérations à raison de 3,5% par an de la somme globale des prêts approuvés.

Les prêts sont consentis pour des opérations relatives à la production, la transformation et la vente des produits de l'agriculture, des forêts et de la pêche, la préférence étant donnée aux organisations coopératives. Parmi ces opérations, on donne la préférence à celles concernant la conservation, la transformation des produits agricoles, si elles sont effectuées directement par les producteurs, ainsi qu'aux opérations pour le développement de l'artisanat dans le milieu rural, elles bénéficient toutes d'un taux favorable de 4 pour cent. Un taux de 8 pour cent est pratiqué pour l'ensemble des autres opérations, y compris celles d'amélioration de l'habitat rural.

Les prêts à court terme seront consentis pour une durée maximum de douze mois, ceux à moyen terme pour une durée de cinq ans, tandis que pour ceux à long terme l'échéance ne doit pas excéder une période de dix années.

Pour l'octroi des prêts la rentabilité du projet à financer revêt une importance considérable. Des prêts sont accordés aux agriculteurs qui peuvent atteindre jusqu'à 50% du capital existant. Le montant maximum des prêts pouvant être accordé aux associations de producteurs ne pourra excéder 10 fois le capital de leur association. La possibilité, offerte par la Caisse, d'obtenir des prêts basés sur la capacité de travail des travailleurs salariés est très intéressante. Ceux-ci doivent, cependant, posséder 25% du montant global de l'investissement prévu.

L'octroi des prêts est effectué sur la base de l'état d'avancement des travaux. Il est également prévu d'annuler la décision prise pour l'octroi d'un prêt si ce dernier n'est pas utilisé dans les trois mois de sa notification, ou encore s'il sert à des fins autres que celles pour lesquelles il a été consenti.